

Lecture et adoption des procès-verbaux des séances du 12 et 13 messidor, lors de la séance du 17 messidor an II (5 juillet 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Lecture et adoption des procès-verbaux des séances du 12 et 13 messidor, lors de la séance du 17 messidor an II (5 juillet 1794). In: Tome XCII - Du 1er messidor au 20 messidor An II (19 juin au 8 juillet 1794) p. 407;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1980_num_92_1_25841_t1_0407_0000_7

Fichier pdf généré le 30/03/2022

auxquels sa cause vous expose vous identifiez avec elle et vous la sauverez.

Persistés dans vos glorieux travaux, que par vous la République triomphe au dehors et au dedans, et que ses destinées ne sortent de vos mains que pour commencer un cours long et paisible de prospérité et de bonheur. »

CAVALIER, REY, GIRAUD, GUIGNES
[et 3 signatures illisibles.]

33

Le citoyen Loiseau, représentant du peuple, député par le département d'Eure-et-Loir, demande un congé de trois décades pour se rendre dans le lieu de son domicile, à Puits-la-Montagne, ci-devant Châteauneuf, Eure-et-Loir, où des affaires de famille rendent sa présence indispensable. Il a obtenu l'assentiment du comité de sûreté générale.

La Convention nationale accorde au citoyen Loiseau le congé de trois décades (1).

34

Un secrétaire fait lecture du procès-verbal de la séance du 12 messidor; la rédaction est adoptée.

Un autre secrétaire fait aussi lecture du procès-verbal de la séance du 13 messidor; la rédaction en est également adoptée (2).

35

Le citoyen Opoix, représentant du peuple, député par le département de Seine-et-Marne, fait connaître un moyen que la nature nous prépare cette année, de nous procurer une énorme quantité de salin, pour la fabrication du salpêtre. Il demande le renvoi de son mémoire aux comités de salut public et d'agriculture.

Le renvoi est décrété (3).

36

Le représentant du peuple, Chaudron-Rousseau, écrit à la Convention nationale, de Prades en date du 29 prairial, la lettre suivante :

(1) P.V., XLI, 40. Minute de la main de Briez. Décret n° 9797.

(2) P.V., XLI, 40.

(3) P.V., XLI, 40. *Mon.*, XXI, 149; *J. Lois*, n° 645; *J. Fr.*, n° 650; *Audit. nat.*, n° 650; *Ann. patr.*, n° DLI; *C. Eg.*, n° 686; *M.U.*, XLI, 277; *J. Paris*, n° 552; *Rép.*, n° 198; *J. Perlet*, n° 651.

Citoyens-Collègues,

« Vous avez rendu un décret qui, en déclarant que l'armée des Pyrénées-Orientales, Collioure et Banyuls-sur-Mer (1), avoient bien mérité de la patrie, ordonne que l'infame commune de Saint-Laurent-de-Cerda, qui avoit appelé les Espagnols, sera détruite. Vous apprendrez avec joie l'exemple contraire qu'a donné une autre commune des Pyrénées : cette commune est celle d'un village appelé *Eus* (2), district de Prades. A l'approche des esclaves castillans, tout ce qui avoit des armes les prit et se porta dans des endroits escarpés pour s'opposer à leur passage, s'ils le pouvoient, ou pour avoir du moins la consolation de détruire quelques-uns des brigands. Pendant ce temps, les femmes, les enfans et les vieillards se sauvoient dans les montagnes; pas un ne voulut plier sous les satellites du despotisme ni composer avec eux; les Espagnols au désespoir d'une résistance à laquelle les trahisons qui les avoient appelés, et qui étoient la cause de leurs succès, ne les préparoient pas, eurent l'atrocité d'établir une batterie de mortiers et d'obusiers en de-çà du Tel, sur la grande route de Perpignan à Prades, pour foudroyer cette malheureuse commune, qui avoit autrefois 200 maisons, et où il n'en reste pas maintenant 20 qui soient en bon état. Les officiers municipaux instruits de mon approche ont passé la *Telle* et sont venus me recevoir sur la grande route, dans le même endroit où avoient été placés les mortiers et les obusiers des Espagnols; ils étoient escortés d'une partie des habitans : ils m'ont parlé en termes simples de ce qu'ils avoient fait; et me montrant de la main leur village presque détruit, ils m'ont protesté que dans l'occasion ils supporteroient avec joie des pertes encore plus cruelles pour la République. Je ne puis vous peindre, citoyens-collègues, l'émotion qu'un tel discours, et devant de tels objets, m'a causée. On n'a pas beaucoup de pareils exemples à citer dans les Pyrénées-Orientales : je demande que celui-ci soit récompensé de manière à y trouver des imitateurs. La justice nationale détruit les communes qui ont appelé l'ennemi et qui ont prospéré un instant sous sa protection déshonorante; il faut, d'après le même principe, que la justice nationale indemnise celles qui ont résisté avec courage à ces mêmes ennemis, et qui ont préféré d'être incendiées et détruites, plutôt que de violer leurs sermens, d'avilir le caractère républicain, et de se courber un seul moment sous un joug infame. Je demande en conséquence que le village d'*Eus* soit rétabli aux frais de la République; que la Convention déclare par un décret que ses habitans ont bien mérité de la patrie, et qu'un obélisque soit élevé à l'endroit où les Espagnols avoient établi leurs batteries, avec une inscription qui transmette honorablement à la postérité cet exemple

(1) Et non Bagnols-sur-Mer.

(2) Et non Dens.